

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DU HAUT-ST-FRANÇOIS  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ISIDORE-DE-CLIFTON**

**6 mai 2019**

Séance ordinaire du Conseil municipal, tenue le 6 mai 2019, à 20h00, au bureau municipal, 66 chemin Auckland, présidée par monsieur le maire Yann Vallières et à laquelle assistent les conseillers Marc Bégin, Audrey Turgeon, Perry Bell et Pierre Blouin.

Les conseillers Lee Brazel et Yves Bond ont motivé leur absence.

La directrice générale et secrétaire-trésorière, Sarah Lévesque, la secrétaire-trésorière adjointe, Bibiane Leclerc ainsi que l'agente de développement, Nadja Guay sont aussi présentes.

**1. OUVERTURE DE LA SÉANCE**

Le président d'assemblée constate le quorum et ouvre la séance à 20 h 08.

**2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**2019-05-01**

Il est proposé par ***Perry Bell***

Que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

ADOPTÉE

**3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL D'AVRIL 2019**

**2019-05-02**

Il est proposé par ***Marc Bégin***

ET RÉSOLU QUE le procès-verbal du 1er avril 2019, ayant été distribué à l'avance, soit considéré comme lu et qu'il soit adopté avec une correction dans la période de questions du public.

ADOPTÉE

**4. PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC**

Un citoyen s'informe où en est rendu le dossier du chemin Marquis/Plante. Le dossier est à l'étude à la MRC du Haut-Saint-François.

Un citoyen demande s'il est possible d'installer la pancarte de 50 km/h qui se trouve au milieu de la rue Principale plus loin, où le chemin est plus large. Une vérification sera faite auprès du responsable de voirie.

Une citoyenne demande c'est quand ils vont ramasser les mottes de terre sur son terrain. Le maire indique que la réfection des pelouses endommagées par le déneigement sera faite dans les prochaines semaines.

Une bénévole pour le projet JardinÂge demande de garantir la localisation du jardin. Ce point est traité en 6.2.3.

**5. DEMANDES DE CITOYENS**

**2019-05-03**

**5.1 Conseil sport Loisir de l'Estrie (CSLE)**

Il est proposé par ***Marc Bégin***

ET RÉSOLU :

QUE la Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton adhère au Conseil Sport Loisir de l'Estrie en contribuant un montant de 70\$ et que l'agente des loisirs Nadja Guay et le maire Yann Vallières soient mandatés pour représenter la municipalité à l'assemblée générale annuelle de l'organisme.

QUE la résolution 2019-04-03 soit abrogée.

ADOPTÉE

## **5.2 Centre de santé de Cookshire**

**2019-05-04**

CONSIDÉRANT QU'un service sans rendez-vous accessible à tous est nécessaire;

Il est proposé par *Pierre Blouin*

ET RÉSOLU

QU'un montant de 4 421,14 \$ réparti sur 5 ans, soit alloué au Centre de santé de Cookshire pour bonifier son offre de services sans rendez-vous afin de le rendre accessible à tous.

ADOPTÉE<sup>i</sup>

## **5.3 Fondation du Cégep**

Le conseil décide de ne pas donner suite à cette demande.

## **5.4 Table de concertation des aînées**

**2019-05-05**

Il est proposé par *Yann Vallières*

ET RÉSOLU de proposer aux aînées si quelqu'un veut y aller et que les frais de déplacement soient remboursés selon la politique en vigueur.

ADOPTÉE<sup>ii</sup>

## **5.5 Astrolab**

Le conseil décide de ne pas donner suite à cette demande.

## **5.6 Demande EVHSF**

Le conseil décide de ne pas donner suite à cette demande.

## **5.7 Fondation Pauline Beaudry**

Le conseil décide de ne pas donner suite à cette demande.

## **6. RAPPORT DU MAIRE**

### **6.1 Représentations politiques et présences aux comités**

Le conseiller Marc Bégin a participé à la rencontre de SICA, à l'événement Marche et Cours pour le Haut le 4 mai ainsi qu'à la Fête des bénévoles le 14 avril.

La conseillère Audrey Turgeon et le conseiller Pierre Blouin sont allés à l'événement Marche et Cours pour le Haut le 4 mai.

### **6.2 Développement économique et social**

L'agente de développement fait part des différentes rencontres auxquelles elle a assisté et fait le suivi des dossiers en cours. Près de 200 personnes ont participé à l'événement Marche/cours pour le Haut le 4 mai 2019.

#### **6.2.1 Terrain Jacques Labranche**

**2019-05-06**

CONSIDÉRANT QUE M. Jacques Labranche désire vendre le terrain portant le numéro de lot 5 403 409 à la municipalité, excluant la maison et une partie d'environ 1 900 m<sup>2</sup> ;

CONSIDÉRANT QUE le prix de vente convenu est de 15 000 \$

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU

QUE la Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton fasse une offre d'achat à M. Jacques Labranche pour le terrain portant le numéro de lot 5 403 409, au montant de 15 000 \$

QUE les frais d'arpentage soient défrayés à part égale par les deux parties.

ADOPTÉE

### **6.2.2 Demande Comité Loisirs HSF**

**2019-05-07**

ATTENDU QUE le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a décrété que le développement du plein air devenait un mandat des Unités régionales de loisir et de sport dont fait partie le Conseil Sport Loisir de l'Estrie (CSLE);

ATTENDU QUE le CSLE, afin de répondre au mandat du ministère, a développé le programme *Fais place au plein air* dans le but que les Services d'animation estivale de l'Estrie favorisent l'accessibilité à des activités de plein air pour les jeunes de 4 à 12 ans;

ATTENDU QUE le programme *Fais place au plein air* comporte deux volets, soient les volets Local et Collectif;

ATTENDU QUE le Comité Loisir du Haut-Saint-François souhaite offrir aux enfants de 5-12 ans, lors de la fête des SAE du 7 août 2019, l'opportunité d'expérimenter des activités de plein air différentes;

ATTENDU QUE le Comité Loisir du Haut-Saint-François souhaite demander une soumission à la compagnie Chamox, spécialiste dans l'organisation et l'installation de structures favorisant le développement des habiletés motrices et sociales dans un contexte de plein air;

ATTENDU QUE le Comité Loisir du Haut-Saint-François souhaite déposer un projet au programme *Fais place au plein air* via le volet Collectif;

ATTENDU QUE le Comité Loisir du Haut-Saint-François est ouvert à donner gratuitement l'accès aux installations de Chamox à tous les enfants de 5-12 ans du territoire du Haut-Saint-François durant l'après-midi du 7 août 2019 s'il obtient un soutien financier du programme *Fais place au plein air*;

Il est proposé par **Audrey Turgeon**

ET RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton appuie le dépôt du projet du Comité Loisir du Haut-Saint-François au programme *Fais place au plein air* via le volet Collectif.

ADOPTÉE<sup>iii</sup>

### **6.2.3 Projet JardinÂge**

**2019-05-08**

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU

QUE le jardin pour le projet JardinÂge soit aménagé derrière le bureau municipal.

ADOPTÉE

### **6.2.4 Fête Nationale**

Un service de cantine sera donné en sous-traitance. La municipalité s'est engagée à aider ce projet en assumant les frais encourus pour l'utilisation de la salle des Loisirs.

### **6.3 Correspondance MAMH**

La secrétaire-trésorière présente au conseil les documents reçus par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

### **6.4 Persévérance scolaire**

**2019-05-09**

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU:

De continuer d'encourager les jeunes de la Municipalité en attribuant une bourse à un élève persévérant (ayant surmonté certaines difficultés) finissant de la 6<sup>e</sup> année du primaire;

De continuer d'attribuer une bourse à chaque étudiant(e) de la Municipalité lorsqu'il(le) obtient son diplôme d'études secondaires ou un premier diplôme professionnel, attestation ou autre certificat reconnu par le Ministère de l'Éducation, lors d'une cérémonie organisée en septembre spécialement pour reconnaître la persévérance scolaire.

ADOPTÉE<sup>iv</sup>

### **6.5 RICEMM**

Le conseil prend connaissance du résumé de la rencontre du 28 mars, concernant la Réserve de ciel étoilé du Mont-Mégantic.

### **6.6 Formations FQM**

Les conseillers ne sont pas intéressés à participer aux formations proposées.

### **6.7 Ose le Haut!**

**2019-05-10**

CONSIDÉRANT QUE ni le maire ni aucun conseiller ne peut assister au Salon Priorité-Emploi HSF le 25 mai 2019;

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU QUE l'agente de développement soit mandatée pour demander aux membres du conseil d'administration de SICA, d'être présents au Salon Priorité-Emploi HSF le 25 mai 2019.<sup>v</sup>

ADOPTÉE

### **6.8 Valoris**

Le maire Yann Vallières participera à la rencontre pour Valoris le 25 mai prochain.

## **7. RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE**

### **7.1.1 Nouvelle direction générale**

**2019-05-11**

CONSIDÉRANT QUE la directrice générale Annie-Claude Turgeon a donné sa démission en mars dernier et qui prendra effet le 6 mai 2019;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a retenu la candidature de Sarah Lévesque au poste de directrice générale et secrétaire-trésorière;

CONSIDÉRANT QU'Annie-Claude Turgeon est disponible pour transmettre ses dossiers à la candidate retenue, Sarah Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE la candidate retenue Sarah Lévesque sera disponible seulement jusqu'au 28 juin 2019 et à partir du 31 août 2020 en raison d'un congé de maternité;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU CE QUI SUIT :

QUE l'embauche de Sarah Lévesque à titre de directrice générale et secrétaire-trésorière soit effective à partir du 6 mai 2019;

QU'une personne soit embauchée pour assurer l'intérim de la direction générale du 28 juin 2019 au 31 août 2020 pour le remplacement du congé de maternité de Sarah Lévesque;

QUE le maire Yann Vallières soit mandaté à signer pour et au nom de la Municipalité le contrat de travail à venir.

ADOPTÉE

#### **7.1.1.1 Assermentation de Sarah Lévesque**

Sarah Lévesque lit son assermentation en tant que Directrice générale et secrétaire-trésorière devant les membres de l'assemblée. Elle la signe ainsi que le maire, Yann Vallières en guise d'authentification.

#### **7.1.1.2 Intérim pour Congé de maternité**

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

#### **7.1.1.3 Formation DMA**

**2019-05-12**

CONSIDÉRANT QUE la candidate retenue au poste de direction générale, Sarah Lévesque, désire commencer sa formation de Directeur Municipal Agrée (DMA) en ligne à temps partiel;

Il est proposé par **Audrey Turgeon**

ET RÉSOLU QUE Sarah Lévesque soit inscrite à la formation DMA offerte en ligne par l'ADMQ.

ADOPTÉE

#### **7.1.1.4 Signataire comptes bancaires**

**2019-05-13**

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU que dans le cadre de ses fonctions de direction générale et secrétaire-trésorière, Sarah Lévesque soit cosignataire pour les comptes bancaires de la municipalité.

ADOPTÉE

#### **7.1.1.5 Autorisation CliqSécur**

**2019-05-14**

CONSIDÉRANT QUE le 6 mai 2019, madame Sarah Lévesque, a été nommée au poste de directrice générale et secrétaire-trésorière;

CONSIDÉRANT QU'il est essentiel que madame Lévesque ait accès aux services électroniques de Revenu Québec par l'entremise du service CliqSécur;

CONSIDÉRANT QUE le numéro d'entreprise est 8831848898 et le numéro d'identification est 1021036818;

Il est proposé par **Perry Bell**

ET RÉSOLU à l'unanimité des membres présents

D'autoriser et de mandater la directrice générale et secrétaire-trésorière, madame Sarah Lévesque, à agir au nom de la Municipalité pour les services électroniques CliqSécur;

De changer le statut de madame Annie-Claude Turgeon pour l'utilisation des services CliqSécur.

ADOPTÉE

#### **7.1.1.6 Revenu Québec**

**2019-05-15**

CONSIDÉRANT QUE le 6 mai 2019, madame Sarah Lévesque, a été nommée au poste de directrice générale et secrétaire-trésorière;

CONSIDÉRANT QUE le numéro d'entreprise est 8831848898 et le numéro d'identification est 1021036818;

POUR CES MOTIFS, Il est proposé par **Audrey Turgeon**

ET RÉSOLU à l'unanimité des membres présents que la directrice générale et secrétaire-trésorière, madame Sarah Lévesque, soit la représentante autorisée pour tous les services de Revenu Québec (clic Revenu).

ADOPTÉE

#### **7.1.1.7 Adhésion ADMQ**

Une vérification sera faite auprès de l'ADMQ s'il est possible de transférer l'inscription d'Annie-Claude Turgeon.

#### **7.1.1.8 Formation Infotech**

**2019-05-16**

Il est proposé par **Perry Bell**

ET RÉSOLU QUE Sarah Lévesque soit inscrite à formation pour la paie dans Sygem, offerte par Infotech le 8 mai prochain, au coût de 245\$ (avant taxes) et que les frais de déplacement soient remboursés selon la politique en vigueur.

ADOPTÉE<sup>vi</sup>

#### **7.1.2 Administration**

La secrétaire-trésorière commente le rapport sommaire sur la situation financière de la municipalité en date du 30 avril 2019.

#### **7.1.3 Offre Infotech**

**2019-05-17**

Il est proposé par **Audrey Turgeon**

ET RÉSOLU QUE le rôle d'évaluation de la municipalité soit mis en ligne gratuitement avec le portail Infotech « Rôle en ligne ».

ADOPTÉE

#### **7.1.4 Gestion contractuelle Réception et examen des plaintes**

**2019-05-18**

CONSIDÉRANT QU'un règlement pour encadrer la gestion contractuelle a été adopté en novembre 2018 (règlement n°2018-119);

CONSIDÉRANT QU'il est opportun de définir une procédure pour la réception et l'examen des plaintes dans le cadre du règlement n°2018-119

Il est proposé par **Audrey Turgeon**

ET RÉSOLU CE QUI SUIT :

QUE la direction générale soit mandatée à recevoir et examiner les plaintes relatives à l'octroi des contrats municipaux;

QUE cette procédure fasse partie intégrante du règlement n°2018-119 comme étant « L'ANNEXE 5 » et soit diffuser en tout temps sur le site internet de la municipalité ([www.st-isidore-clifton.qc.ca](http://www.st-isidore-clifton.qc.ca)) ;

ADOPTÉE<sup>vii</sup>

### 7.1.5 Inspection municipale

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

### 7.1.6 Licence module permis

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

### 7.1.7 Mise à niveau ordinateurs portables

2019-05-19

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU QUE les deux ordinateurs portables en réserve soient mis à niveau par Technic Réseau Conseil pour être utilisés sur le réseau.

ADOPTÉE<sup>viii</sup>

### 7.1.8 Formation ADMQ Travaux d'infrastructures

2019-05-20

Il est proposé par **Perry Bell**

ET RÉSOLU QUE la directrice générale, Sarah Lévesque, participe à la formation **Travaux d'infrastructure, conseil et astuces dans la gestion de projets**, offerte par l'ADMQ, le 15 mai 2019, à Sherbrooke, au coût de 316\$ (avant taxes);

QUE les frais de déplacement soient remboursés selon la politique en vigueur.

ADOPTÉE

### 7.1.9 Autorisation vente pour taxes

2019-05-21

CONSIDÉRANT QU'aura lieu la vente de l'immeuble situé au 154, rue Principale à Saint-Isidore-de-Clifton pour le montant des taxes municipales et scolaires et autres frais reliés à la vente;

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU

QUE le maire Yann Vallières soit autorisé à agir, le jeudi 13 juin 2019, à 10h, comme enchérisseur afin de protéger la créance de la municipalité;

QU'il soit autorisé à acquérir l'immeuble situé au 154 rue Principale à Saint-Isidore-de-Clifton, pour le montant des frais demandés au moment de la vente, si aucun acheteur n'est intéressé ou si les montants offerts sont trop bas.

ADOPTÉE

## 7.2 Sécurité publique

Le conseiller Pierre Blouin commente les activités des pompiers en avril.

### 7.2.1 Prévention incendie

Il ne sera pas possible d'effectuer les visites de prévention des bâtiments à risque élevé et très élevé cette année avec Jonathan Garceau. Il faudra prendre une entente avec la MRC de Coaticook afin qu'elles soient effectuées l'an prochain.

### 7.2.2 Formation Communication en situation d'urgence

2019-05-22

Il est proposé par **Perry Bell**

ET RÉSOLU QUE le directeur incendie, Daniel Fortier, soit inscrit à la formation **Communication en situation d'urgence**, offerte par l'ACSIQ, le 19 juin 2019 à Sherbrooke au coût de 125\$ ;

QUE les frais de déplacement soient remboursés selon la politique en vigueur.

ADOPTÉE

### **7.2.3 Cannabis**

La liste de nos besoins liés à la législation du cannabis sera envoyée à la MRC du Haut-Saint-François, afin de bénéficier d'une aide financière. Parmi les dépenses admissibles, il y a l'affichage dans les lieux publics, la mise à jour des règlements municipaux ou la formation des employés municipaux. Les pièces justificatives doivent se situées entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2020.

## **7.3 Voirie**

### **7.3.1 Fauchage bord de chemin**

**2019-05-23**

CONSIDÉRANT les différentes offres de prix reçues durant le mois de mars pour le fauchage simple de bord de chemin;

CONSIDÉRANT QUE les prix sont inférieurs à 25 000 \$

CONSIDÉRANT QUE la municipalité n'est pas allée en appel d'offres et n'a demandé de prix à aucun fournisseur en particulier;

Il est proposé par **Audrey Turgeon**

ET RÉSOLU QUE le contrat de fauchage de bord de chemin soit donné de gré à gré à Benoit Roy au montant de 44 \$ du km (avant taxes);

ADOPTÉE<sup>x</sup>

### **7.3.2 Abat-Poussière**

**2019-05-24**

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton a adopté un nouveau règlement sur la gestion contractuelle en 2018 (R2018-119)

CONSIDÉRANT QUE l'article 8 du règlement sur la gestion contractuelle (R2018-119) autorise le conseil municipal à octroyer des contrats de gré à gré pour la fourniture de matériel pour un montant ne dépassant pas 101 099 \$;

CONSIDÉRANT les principes b), c), d) et e) de l'article 9 du règlement sur la gestion contractuelle (R2018-119);

CONSIDÉRANT QUE le prix pour le chlorure de calcium 35% de la compagnie Somavrac CC en 2019 est de 0,3170 \$/l (avant taxes) et de 0,3239 \$/l (avant taxes) pour les Entreprises Bourget;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU :

QUE le contrat pour la fourniture de 140 000 litres de chlorure de calcium 35%, soit donné à l'entreprise Somavrac CC au coût de 0,3170 \$ / l (avant taxes);

ADOPTÉE

### **7.3.3 Colloque Santé Sécurité**

**2019-05-25**

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU QU'Alain Pouliot participe au colloque qui aura lieu le 8 mai 2019 à Sherbrooke au coût de 60 \$;

QUE les frais de déplacement soient remboursés selon la politique en vigueur.

ADOPTÉE<sup>x</sup>



#### **7.3.4 Contrat Gravier**

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

#### **7.3.5 Rue du Curé-Mauger**

Beaucoup de plaintes ont été reçues pour cette rue. Il aura fallu attendre une semaine pour que l'eau s'écoule avant que les employés municipaux puissent aller réparer la rue.

#### **7.3.6 Employé de voirie**

L'offre d'emploi pour un employé de voirie sera remis sur le site d'Emploi Québec, envoyé au Centre 24 juin.

### **7.4 Environnement**

#### **7.4.1 Calendrier des collectes des matières résiduelles**

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

#### **7.4.2 Collecte des matières compostables**

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

#### **7.4.3 Prix d'excellence en environnement**

Le CLD du Haut-Saint-François désire présenter la candidature de Saint-Isidore-de-Clifton au Prix d'excellence en environnement, pour tous les efforts que nous mettons depuis des années à améliorer notre bilan environnemental.

#### **7.4.4 Appel d'offres Conduite d'aqueduc**

**2019-05-26**

CONSIDÉRANT QUE les coûts du projet de réfection d'une conduite d'aqueduc dans le cadre du projet « Lot 1 : Remplacement de la conduite de distribution d'eau potable 8ième Rang », dépasseront 101 100 \$;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU

QU'un appel d'offres soit publié sur le site SEAO;

QUE l'ingénieure Johanne Brodeur de la compagnie FNX Innov soit identifiée comme responsable de cet appel d'offres;

ADOPTÉE<sup>xi</sup>

#### **7.4.5 Programme PRIMEAU**

**2019-05-27**

ATTENDU QUE :

- La municipalité a pris connaissance du Guide sur le programme PRIMEAU et doit respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle.

Il est proposé par **Perry Bell**

ET RÉSOLU QUE :

- La municipalité s'engage à respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle;
- La municipalité s'engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continus associés à son projet au programme PRIMEAU;
- La municipalité confirme qu'elle assume tous les coûts non admissibles et les dépassements de coûts associés à son projet au programme PRIMEAU;
- Le conseil municipal autorise le dépôt de la demande d'aide financière au programme PRIMEAU.

ADOPTÉE<sup>xii</sup>

## 7.5 Parc des Loisirs

Une vérification de la sécurité des équipements de jeux au parc des Loisirs a été faite pour s'assurer qu'ils sont en bon état.

L'agente de développement a fait une demande au Soutien à l'action bénévole pour l'achat de nouveaux modules de jeux pour le parc des Loisirs.

Ce point sera repris durant l'ajournement de la séance.

## 8. RÈGLEMENTS

### 8.1 Adoption du règlement 2019-127

2019-05-28

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton doit mettre à jour son règlement concernant le développement économique, établissant un de crédit de taxes visant à inciter les entreprises à s'établir sur le territoire de la municipalité ou à y agrandir ou moderniser leurs installations, à favoriser la construction de nouvelles résidences, et ce, en vue de stimuler l'activité économique et d'augmenter la richesse foncière;

**CONSIDÉRANT QU'** vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les Compétences municipales, "[Programme d'aide aux entreprises] Toute municipalité locale peut, par règlement, adopter un programme aux fins d'accorder une aide sous forme de crédit de taxes aux personnes visées à l'article 92.2 et à l'égard des immeubles visés à celui-ci."

**CONSIDÉRANT QU'** en vertu des articles 85.2 et suivant de la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme, la municipalité peut, par règlement, adopter un programme de revitalisation à l'égard d'un secteur qu'elle délimite, à l'intérieur de toute zone identifiée dans le règlement de zonage, dans lequel la majorité des bâtiments ont été construits depuis au moins 20 ans et dont la superficie est composée pour moins de 25% de terrains non bâtis.

**CONSIDÉRANT QUE** dans les zones urbaines M-1, Re-1 et M-7 la majorité des bâtiments ont été construits depuis au moins 20 ans et la superficie est composée pour moins de 25 % de terrains non bâtis.

**CONSIDÉRANT QUE,** en vertu de l'article 445 du code municipal, le conseiller **Perry Bell** a présenté le règlement 2019-127, lors de la séance de conseil 4 mars 2019, afin d'y inclure les modifications concernant les changements de zones lors de l'adoption du règlement 2013-79 et que des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition des conseillers et du public;

**CONSIDÉRANT QU'** un avis de motion accompagné d'un projet de règlement a été donné à la séance du 4 mars 2019 par le conseiller **Perry Bell**;

En conséquence, il est proposé par **Perry Bell**

ET RÉSOLU que le présent règlement portant le numéro **2019-127** et intitulé " Règlement remplaçant le règlement 2008-56 concernant le développement économique" soit et est adopté et qu'il soit ordonné et statué par ce règlement comme suit:

#### ARTICLE 1

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

#### ARTICLE 2

##### **Entreprises commerciales ou industrielles**

La municipalité accorde une aide sous forme de crédit de taxes aux personnes visées à l'article 92.2 (LCM) et à l'égard des immeubles visés à celui-ci :

Seules sont admissibles au crédit de taxes prévu au premier alinéa, les personnes qui exploitent dans un but lucratif une entreprise du secteur privé et les coopératives qui sont

le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble compris dans une unité d'évaluation répertoriée sous l'une ou l'autre des rubriques suivantes prévues par le *Manuel d'évaluation foncière du Québec* auquel renvoie le règlement pris en vertu du paragraphe 1° de l'article 263 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1):

- 1° « 2-3 --- INDUSTRIES MANUFACTURIERES »
- 2° « 41 -- Chemin de fer et métro »;
- 3° « 42 -- Transport par véhicule automobile (infrastructure) », sauf « 4291 Transport par taxi » et « 4292 Service d'ambulance »;
- 4° « 43 -- Transport par avion (infrastructure) »;
- 5° « 44 -- Transport maritime (infrastructure) »;
- 6° « 47 -- Communication, centre et réseau »;
- 7° « 6348 Service de nettoyage de l'environnement »;
- 8° « 6391 Service de recherche, de développement et d'essais »;
- 9° « 6392 Service de consultation en administration et en affaires »;
- 10° « 6592 Service de génie »;
- 11° « 6593 Service éducationnel et de recherche scientifique »;
- 12° « 6831 École de métiers (non intégrée à une polyvalente) »;
- 13° « 6838 Formation en informatique »;
- 14° « 71 -- Exposition d'objets culturels »;
- 15° « 751- Centre touristique ».

L'aide sous forme de crédit de taxes foncières est équivalente à 100% de la taxe foncière sur la valeur ajoutée pour les premières années où la valeur ajoutée est inscrite au rôle d'évaluation selon le tableau suivant :

Valeur ajoutée	Période
Jusqu'à 500 000 \$	2 ans
De 500 000\$ à 1 000 000 \$	3 ans
Plus de 1 000 000 \$	5 ans

Le crédit de taxes a pour effet de compenser en tout ou en partie l'augmentation du montant payable à l'égard de l'immeuble, pour les taxes foncières, les modes de tarification et le droit de mutation immobilière, lorsque cette augmentation résulte:

- 1° de travaux de construction ou de modification sur l'immeuble;
- 2° de l'occupation de l'immeuble;
- 3° du démarrage d'une nouvelle entreprise;
- 4° de la relocalisation, dans l'immeuble, d'une entreprise déjà présente sur le territoire de la municipalité.

Cette subvention de taxes foncières, sur la valeur ajoutée, sera remboursée au début du mois d'octobre de chaque année, pour les propriétaires d'immeubles qui ont droit à cette subvention et qui auront payé leurs taxes tel que spécifié sur leur compte de taxes.

### ARTICLE 3

#### Construction et rénovation résidentielle dans les zones M-1, Re-1 et M-7

Lors d'une construction ou rénovation résidentielle dans les zones M-1, Re-1 et M-7, telles qu'identifiées au plan d'urbanisme, d'une valeur minimale de 25 000\$, la municipalité accorde une subvention de taxes foncières calculée sur la valeur ajoutée apparaissant au rôle d'évaluation.

La subvention de taxes foncières est établie pour les premières années où l'immeuble est inscrit au rôle et est répartie comme suit :

Valeur ajoutée	Taux de la taxe foncière
25 000 (minimum) à 50 000\$	1 <sup>ère</sup> année 75%
	2 <sup>ème</sup> année 50%
	3 <sup>ème</sup> année 25%

50 000\$ et plus	1 <sup>ère</sup> année	100%
	2 <sup>ème</sup> année	75%
	3 <sup>ème</sup> année	50%

Cette subvention de taxes foncières, sur la valeur ajoutée, sera remboursée au début du mois d'octobre de chaque année, pour les propriétaires d'immeubles qui ont droit à cette dite subvention et qui auront payé leurs taxes tel que spécifié sur leur compte de taxes.

**ARTICLE 4 Lots visés par l'Article 59 (Abrogé)**

**ARTICLE 5**

Toutes subventions de taxes foncières sur la valeur ajoutée, prévues au présent règlement, s'appliquent seulement qu'à la taxe foncière générale et toutes les autres taxes de service comme l'aqueduc, l'égout, la cueillette des ordures et taxes spéciales sont perçues comme d'habitude.

**ARTICLE 6**

Le présent règlement annule et remplace tout règlement sur le même objet.

**ARTICLE 7**

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

ADOPTÉ

**8.2 Adoption du règlement 2019-125**

2019-05-29

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil a déjà adopté divers règlements relatifs aux affaires de la Municipalité;

**CONSIDÉRANT QU'** il y a lieu de refondre certains règlements déjà en vigueur;

**CONSIDÉRANT QU'** un avis de motion du présent règlement a été donné par le conseiller **Yves Bond** à la séance de conseil du 4 février 2019;

**CONSIDÉRANT QUE,** en vertu de l'article 445 du code municipal, des copies du règlement ont été mis à la disposition des conseillers et du public et la secrétaire-trésorière présente le projet de règlement 2019-125 concernant la mise en place d'un nouveau règlement sur les nuisances et les animaux, en harmonie avec les autres municipalités du Haut-Saint-François. Ce règlement visera entre autre à faciliter les interventions de la SQ sur notre territoire.

À CES CAUSES,

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU :

Qu'un règlement de ce conseil portant le numéro 2019-125 soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété ce qui suit, savoir :

**CHAPITRE I - DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES**

**Article 1 Titre abrégé**

Le présent règlement peut être cité sous le titre : "Règlement général numéro 2019-125".

**Article 2 Territoire assujetti**

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire sous la juridiction de la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton.

**Article 3      Responsabilité de la municipalité**

Toute personne mandatée pour émettre un permis, une licence ou un certificat requis par le présent règlement doit le faire en conformité avec les dispositions du présent règlement. À défaut d'être conformes, de tels permis, licences ou certificats sont nuls et sans effet.

**Article 4      Validité**

Le présent règlement est adopté dans son ensemble, titre par titre, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, de manière à ce que si un titre, un article, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un alinéa était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer autant que faire se peut.

**Article 5      Titres**

Les titres d'une partie, d'une section, d'une sous-section ou d'un article du présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte et les titres, le texte prévaut.

**Article 6      Définitions**

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les mots, termes et expressions suivants ont dans le présent règlement le sens et l'application que leur attribue le présent article :

- Agent de la paix :      Désigne tout membre d'un corps policier;
- Aire de jeux :      Désigne la partie d'un terrain, accessible au public, occupée par des équipements destinés à l'amusement des enfants, tels que balançoire, glissoire, trapèze, carré de sable, piscine ou pataugeoire.
- Aire de service :      Désigne la partie d'un terrain ou d'une chaussée, accessible au public servant habituellement aux institutions aux heures d'ouverture.
- Animal :      Désigne l'ensemble des animaux dont la garde est permise en vertu du présent règlement.
- Animal errant :      Désigne un animal qui n'est pas sous le contrôle immédiat de son gardien à l'extérieur de la propriété ou du logement de celui-ci.
- Camion :      Signifie tout véhicule désigné communément comme camion, fourgon, tracteur, remorque ou semi-remorque, ensemble de véhicules, habitation motorisée ou autres véhicules du même genre. Les véhicules automobiles du type "éconoline", "station-wagon" ou "pick up" ne sont pas considérés comme camion pour l'application du présent règlement.
- Chaussée :      Désigne la partie du chemin public utilisée normalement pour la circulation des véhicules.
- Chien d'attaque :      Désigne un chien dressé ou utilisé pour le gardiennage en vue d'attaquer à vue ou sur ordre un intrus.
- Chien guide :      Désigne un chien utilisé pour pallier à un handicap visuel ou à tout autre handicap physique d'une personne.
- Cité, ville, municipalité :      Désignent la Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton, Québec.
- Colportage :      Signifie toute action pour une personne de porter ou transporter des objets, des effets ou des marchandises avec l'intention de les vendre dans les limites de la municipalité.
- Conseil:      Désigne et comprend le maire et les conseillers de la municipalité.
- Endroit privé :      Désigne tout endroit qui n'est pas un endroit public tel que défini au présent article.
- Endroit public :      Désigne les magasins, les garages, les églises, les hôpitaux, les écoles, les centres communautaires, les bâtiments municipaux ou gouvernementaux, les restaurants, les bars, les brasseries ou tout autre établissement du genre et où des services sont offerts au

	public.
Fausse alarme :	Désigne la mise en marche d'un système d'alarme pour laquelle il n'existe aucune preuve qu'un incendie, une entrée non autorisée ou qu'une infraction criminelle ait été tentée ou ait eu lieu dans, sur ou à l'égard d'un bâtiment ou tout lieu et comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le déclenchement d'un système d'alarme pendant son installation ou sa mise à l'essai;</li> <li>b) le déclenchement d'un système d'alarme par un équipement défaillant ou inadéquat;</li> <li>c) le déclenchement d'un système d'alarme par des conditions atmosphériques, des vibrations ou une panne de courant;</li> <li>d) le déclenchement par erreur, sans nécessité ou par négligence d'un système d'alarme par l'utilisateur;</li> <li>e) le déclenchement d'un système d'alarme, suite à des travaux de réparation ou de construction, notamment, mais non limitativement procédés de moulage, soudage ou poussière.</li> </ul>
Fourrière :	Désigne le refuge établi par la municipalité.
Gardien :	Désigne une personne qui est propriétaire, qui a la garde d'un animal ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal. Le propriétaire d'un animal est réputé en être le gardien.
Immeuble :	Désigne tout immeuble au sens du <u>Code civil du Québec</u> .
Incendie :	Feu destructeur d'intensité variable qui se produit hors d'un foyer normal de combustion dans des circonstances souvent incontrôlables et qui peut produire un dégagement de fumée.
Lieu protégé :	Un terrain, une construction, un ouvrage, un bâtiment, une embarcation, un véhicule ou une motocyclette protégée par un système d'alarme.
Nuisance :	Signifie tout acte ou omission qui peut mettre en danger la vie, la sécurité, la santé, la propriété ou le confort du public ou d'un individu. Il peut signifier aussi tout acte ou omission par lequel, le public ou un individu est gêné dans l'exercice ou la jouissance d'un droit commun.
Occupant :	Signifie toute personne qui occupe un immeuble ou une partie de celui-ci, de façon continue ou non, notamment, à titre de propriétaire, locataire, usufruitier ou possesseur;
Officier municipal :	Tout fonctionnaire ou employé de la municipalité, incluant l'inspecteur municipal, à l'exclusion des membres du conseil;
Parade :	Désigne tout groupe de personnes d'au moins vingt (20) personnes ou tout groupe de dix (10) véhicules qui défilent sur un chemin public à l'exclusion d'un cortège funèbre.
Parc :	Signifie tout terrain possédé ou acheté par la municipalité pour y établir un parc, un îlot de verdure, une zone écologique, une piste cyclable, qu'il soit aménagé ou non, ou tout terrain situé sur le territoire de la municipalité servant de parc-école, propriété d'une commission scolaire.
Passage pour piétons :	Désigne le passage destiné au passage des piétons identifié comme tel par une signalisation ou la partie de la chaussée comprise dans le prolongement des trottoirs.
Périmètre urbain :	La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans la municipalité telle que prévue au plan d'urbanisme et

représentée sur le plan de zonage de la municipalité.

Personne :	Signifie et comprend tout individu, société ou corporation.
Piéton :	Désigne une personne qui circule à pied, dans un fauteuil roulant motorisé ou non, dans un carrosse, sur un tricycle ou sur un véhicule de trottoir.
Place privée :	Désigne toute place qui n'est pas une place publique telle que définie au présent article.
Place publique :	Désigne tout chemin public, rue, ruelle, allée, passage, fossé, trottoir, escalier, jardin, parc, promenade, terrain de jeux, estrade, forêt du domaine public, stationnement à l'usage du public, chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules, terrain de centres commerciaux, autre terrain où le public est autorisé à circuler, ou tout lieu extérieur où le public a accès.
Propriétaire :	Signifie toute personne qui possède un bien meuble ou immeuble en son nom propre à titre de propriétaire, d'usufruitier ou de grevé dans le cas de substitution ou de possesseur avec promesse de vente.
Rue :	Signifie l'espace compris entre les lignes qui séparent les terrains privés.
Signal de circulation :	Désigne toute affiche, signal, marque sur la chaussée ou autre dispositif, compatible avec le <u>Code de la sécurité routière</u> (L.R.Q., c.C-24.2) et le présent règlement, installé par un officier municipal ou gouvernemental et permettant de contrôler et de régulariser la circulation des piétons et des véhicules ainsi que le stationnement des véhicules.
Solliciteur :	Signifie toute personne qui sollicite ou collecte de l'argent après une sollicitation téléphonique ou autre, ou toute personne qui vend des annonces, de la publicité, des insignes ou des menus objets, ou toute personne qui exerce quelque forme de sollicitation monétaire que ce soit dans les rues de la municipalité de porte-à-porte ou autrement.
Système d'alarme :	Dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité, tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir : <ul style="list-style-type: none"><li>a) de la présence d'un incendie;</li><li>b) de la présence d'un intrus;</li><li>c) de la commission d'une infraction ou d'une tentative d'infraction;</li><li>d) d'une entrée non autorisée;</li><li>e) dans toute autre situation.</li></ul>
Trottoir :	Désigne la partie d'un chemin public réservée à la circulation des piétons.
Utilisateur :	Désigne toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé. Est réputé utilisateur, le propriétaire de l'immeuble.
Véhicule :	Le mot « véhicule » désigne un véhicule automobile, un véhicule autonome, un véhicule de commerce, un véhicule de promenade, un véhicule-outil, un véhicule lourd, un véhicule hors route ou un véhicule routier au sens du <u>Code de la sécurité routière</u> , R.L.R.Q., chapitre C-24.2.
Zone résidentielle :	Désigne la portion du territoire de la municipalité définie comme telle par le règlement de zonage en vigueur et ses amendements.

L'expression « Règlement sur les animaux en captivité » réfère au règlement adopté en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q. 1977, C-61.1 r.0.0001).

**Article 7 Définitions additionnelles**

Les mots, termes et expressions non définis ont le sens donné par le Code de la sécurité routière (R.L.R.Q., c. C-24.2). Si un mot, un terme ou une expression n'y est pas spécifiquement noté, il s'emploie au sens communément attribué à ce mot, ce terme ou cette expression.

**CHAPITRE II - LES NUISANCES**

**Article 8 Salubrité**

Le fait de laisser, de déposer ou de jeter sur ou dans tout immeuble, des eaux sales ou stagnantes, des immondices, du fumier, des animaux morts, des matières fécales et d'autres matières malsaines ou nuisibles constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 9 Déchets divers**

Le fait de laisser, de déposer ou de jeter des branches mortes, des débris de démolition, de la ferraille, des déchets, des pneus, des détritiques, des papiers, des contenants vides ou non, de la vitre ou tout rebut de quelque nature que ce soit ou des substances nauséabondes sur ou dans tout immeuble constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 10 Véhicules hors d'état de fonctionnement**

Constitue une nuisance et est prohibé, le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble, de laisser ou de permettre que soient laissés sur cet immeuble :

- a) des véhicules fabriqués depuis plus de sept (7) ans, non immatriculés, immatriculés mais dont les sommes prévues n'ont pas été payées à la Société d'Assurance Automobile du Québec ou immatriculés à des fins de remisage;
- b) des véhicules hors d'état de fonctionner;
- c) des rebuts ou pièces de machinerie, de véhicules ou de tout autre objet de cette nature.

Sur demande d'un responsable de l'application du présent règlement, il incombe à la personne visée par le présent article de fournir les numéros de séries et démontrer l'état de fonctionner des véhicules laissés sur un immeuble.

Chacun des paragraphes a), b) et c) du présent article constitue une infraction différente.

**Article 11 Hautes herbes**

Le fait de laisser pousser des broussailles ou de l'herbe jusqu'à une hauteur de vingt-cinq (25) centimètres ou plus, dans une zone résidentielle ou dans le périmètre urbain, constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 12 Mauvaises herbes**

Le fait de laisser pousser sur un immeuble des mauvaises herbes constitue une nuisance et est prohibé.

Sont considérées comme des mauvaises herbes les plantes suivantes :

- 1) herbes à poux (ambrosia SPP);
- 2) herbes à puce (Rhusradicans);
- 3) berce de Caucase;
- 4) ortie.



**Article 13 Disposition des huiles**

Le fait de déposer ou de laisser déposer des huiles ou de la graisse à l'extérieur d'un bâtiment, ailleurs que dans un contenant étanche, fabriqué de métal ou de matière plastique, muni et fermé par un couvercle, lui-même étanche, constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 14 Disposition de la neige, de la glace, des feuilles, de l'herbe ou de la cendre**

Le fait de jeter ou déposer dans une place publique, dans les eaux, ou cours d'eau municipaux, de la neige, de la glace, des feuilles, de l'herbe ou de la cendre, provenant d'un terrain privé, constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 15 Disposition des ordures et déchets**

Le fait de déverser des égouts ou de jeter des ordures, des déchets ou tout objet quelconque dans une place publique ou dans les eaux, les cours d'eau ou les fossés de la municipalité, constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 16 Utilisation des égouts**

Le fait de déverser, de permettre que soient déversés ou de laisser déverser dans les égouts, par le biais des éviers, des drains, des toilettes ou autrement, des déchets de cuisine et de table non broyés, des huiles, de la graisse ou d'autres déchets, constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 17 Véhicule en marche**

Le fait pour quiconque de laisser le moteur de son véhicule ou du véhicule dont il a la garde en marche au ralenti pour une durée supérieure à dix (10) minutes consécutives constitue une nuisance et est prohibé.

L'expression « marche au ralenti » signifie le mouvement d'un moteur qui tourne à une vitesse réduite pendant que le véhicule est immobilisé.

Sont exempté de l'application du présent article les véhicules d'urgence, les véhicules de service et les véhicule outils de la municipalité ou du ministère.

**Article 18 De la vente d'articles dans une place publique**

La vente d'objets, de nourriture, de provisions, de produits ou de quelques articles ou autres objets dans une place publique en utilisant un véhicule, une bicyclette, un tricycle, un chariot, une charrette ou tout autre véhicule ou support similaire est interdite à moins que la personne qui effectue la vente ne soit détentrice d'un permis préalablement émis à cet effet, selon les conditions suivantes, lesquelles sont cumulatives :

- 1) en avoir fait la demande par écrit sur la formule fournie par la municipalité à cet effet et l'avoir signé;
- 2) en avoir payé les droits requis pour chaque véhicule, bicyclette, tricycle, chariot, charrette ou tout autre véhicule ou support similaire.

Le permis n'est valide que pour une période de soixante (60) jours à partir de la date de son émission.

Le permis doit être affiché de façon à être visible sur la partie extérieure du véhicule, de la bicyclette, du tricycle, du chariot, de la charrette ou de tout autre véhicule ou support similaire qui sert à la vente.

**Article 19 Endroit**

Toute vente visée par l'article 18 du présent règlement ne doit être effectuée qu'alors que le véhicule, la bicyclette, le tricycle, le chariot, la charrette ou tout autre véhicule ou support similaire est immobilisé soit en bordure de la chaussée dans un endroit où le stationnement est spécifiquement autorisé pour le stationnement des véhicules, soit dans une

case de stationnement identifiée à cet effet sur la chaussée ou par une signalisation, soit dans un autre endroit où le stationnement n'est pas prohibé tant en vertu d'une signalisation à cet effet que par un règlement relatif à la circulation routière ou au stationnement ou par les dispositions du Code de la sécurité routière du Québec (L.R. Q., c. C-24.2).

**Article 20 Immobilisation du véhicule servant à la vente**

Tout véhicule, bicyclette, tricycle, chariot, charrette ou tout autre véhicule ou support similaire qui sert à la vente telle que visée à l'article 18 du présent règlement, doit respecter les conditions suivantes, lesquelles sont cumulatives :

- a) être stationné à au plus trente (30) centimètres de la bordure de la chaussée et dans le même sens que la circulation;
- b) être immobilisé de façon à ne pas obstruer la signalisation ou gêner la circulation, l'exécution de travaux, l'entretien du chemin ou à entraver l'accès à une propriété.

**Article 21 Bruit**

Il est interdit en tout temps de faire, de provoquer ou d'inciter à faire de quelque façon que ce soit un bruit susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage

Est notamment susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage tout bruit répété, même s'il n'est pas constant.

Ne constitue pas une défense, le fait que ce bruit soit le résultat d'une activité commerciale ou industrielle, à moins que tous les moyens utiles aient été pris pour empêcher tel bruit de se propager à l'extérieur d'un immeuble ou dans l'environnement et pour en diminuer l'intensité au minimum.

**Article 22 Haut-parleur extérieur**

Nul ne doit installer ou laisser installer ou utiliser ou laisser utiliser un haut-parleur ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons à l'extérieur d'un bâtiment.

**Article 23 Haut-parleur intérieur**

Nul ne peut utiliser ou laisser utiliser un haut-parleur ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons à l'intérieur d'un bâtiment de façon à ce que les sons soient audibles à l'extérieur du bâtiment.

**Article 24 Bruit extérieur**

Le fait d'émettre ou de permettre que soit émis là où sont présentées à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment des spectacles ou des œuvres musicales, instrumentales ou vocales préenregistrées ou non, provenant d'un haut-parleur ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons ou de tout autre manière, ou provenant d'un musicien présent sur place, un bruit ou une musique de façon à ce qu'il soit entendu à une distance de trente (30) mètres ou plus de la limite de l'immeuble sur lequel l'activité génératrice du son est située, constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 25 Exception**

Toutefois, les articles 21 à 24 du présent règlement ne s'appliquent pas lors d'une fête populaire ou d'un événement spécial dûment autorisé par le conseil municipal.

**Article 26 Équipements mécaniques**

Le fait d'utiliser une tondeuse à gazon, une scie mécanique ou un autre appareil mécanique similaire entre 22h00 et 7h00 constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 27 Travaux susceptibles de causer du bruit la nuit**

Le fait d'exécuter ou de faire exécuter entre 23h00 et 7h00 des travaux susceptibles de causer un bruit de nature à troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage constitue une nuisance et est prohibé.

**Article 28 Exceptions**

L'article 27 du présent règlement ne s'applique pas aux employés municipaux ni aux personnes qui exécutent des travaux sur le chemin public. Il ne s'applique pas non plus à tout travail de déneigement, tout travail exécuté lorsqu'il y a urgence ou aux activités agricoles ou agro-forestières.

La preuve d'urgence incombe à la personne effectuant le travail.

**Article 29 Bruit ou tumulte dans une place publique ou un endroit public**

Il est interdit de faire du bruit ou de causer du tumulte en criant ou en chantant dans une place publique ou un endroit public susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 30 Bruit ou tumulte dans une place privée ou un endroit privé**

Il est interdit de faire du bruit ou de causer du tumulte en criant ou en chantant dans une place privée ou un endroit privé susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 31 Production de bruit entre 23h00 et 7h00**

Entre 23h00 et 7h00, il est interdit de causer ou permettre que soit causé du bruit excessif susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 32 Bruit provenant d'un véhicule**

Il est interdit à un conducteur ou à un passager d'un véhicule de faire fonctionner la radio ou autre instrument reproducteur ou amplificateur de sons susceptible de troubler la paix ou le bien-être des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

**Article 33 Instrument de musique**

Il est interdit de jouer d'un instrument de musique entre 22h00 et 7h00 dans une place publique sauf sur autorisation du conseil municipal.

La preuve de l'obtention d'une autorisation du conseil municipal incombe à la personne visée par le présent article.

**Article 34 Pétards et feux d'artifice**

Il est interdit de faire l'usage ou de permettre l'usage de pétards ou de feux d'artifice sans avoir obtenu au préalable un permis à cet effet auprès du responsable de l'application du présent règlement ou d'un règlement complémentaire ou du Directeur du service d'incendie.

La preuve de l'obtention du permis visé à l'alinéa 1 du présent article incombe à la personne visée.

**Article 35 Sources lumineuses**

Constitue une nuisance et est prohibée, le fait de produire ou de tolérer que soit produit un rayonnement de toute source lumineuse au-delà des limites de l'immeuble duquel émane le rayonnement lumineux et susceptible de causer un danger, de perturber ou de nuire au voisinage ou à la circulation des véhicules.

**Article 36 Bâtiment désuet**

Il est interdit à un propriétaire de conserver sur sa propriété un bâtiment jugé désuet, dangereux ou malpropre.

**Article 37 Endommager un terrain**

Il est interdit d'endommager ou de détruire les pelouses, les arbres ou les plantations de fleurs ou de verdure dans les endroits publics et les places publiques.

**Article 38 État de propreté du terrain**

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant de tout immeuble a l'obligation de conserver son terrain, construit ou non, dans un bon état de propreté.

**Article 39 État de propreté d'un bâtiment**

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant de tout immeuble a l'obligation de conserver sa maison, son bâtiment, son logement ou toute autre propriété foncière dans un bon état de propreté et de façon à être sécuritaire.

**Article 40 Appel aux services d'urgence**

Il est interdit de composer le numéro de la ligne téléphonique du service d'urgence 911, du Service de protection des incendies, du Service de police ou de tout autre service d'urgence sans un motif raisonnable.

**Article 41 Appel 911 sans urgence**

Il est interdit de provoquer par son comportement un appel à la ligne téléphonique du service d'urgence 911 pour un événement ne nécessitant pas un déplacement des services d'urgence.

**CHAPITRE III - LE STATIONNEMENT**

**Article 42 Stationnement sur un chemin public**

Il est interdit d'immobiliser ou de stationner un véhicule sur un chemin public pour faire le plein d'essence ou de manière à entraver l'accès d'une propriété ou à gêner la circulation.

**Article 43 Stationnement en double**

Il est interdit de stationner en double dans les rues de la municipalité.

**Article 44 Stationnement interdit**

Sauf en cas de nécessité ou dans les cas où une autre disposition du présent chapitre le permet, il est interdit d'immobiliser ou de stationner un véhicule à l'un ou l'autre des endroits suivants :

- 1) à moins de cinq (5) mètres d'un coin de rue, sauf aux endroits où des affiches permettent le stationnement sur des distances inférieures et là où des espaces de stationnement sont aménagés;
- 2) dans l'espace situé entre la ligne d'un lot et la rue proprement dite;
- 3) à l'angle perpendiculairement à une zone de rue;

- 4) sur le côté gauche de la chaussée dans les chemins publics composés de deux chaussées séparées par une plate-bande ou autre dispositif et sur lequel la circulation se fait dans un sens seulement;
- 5) dans les six (6) mètres d'une obstruction ou tranchée dans une rue;
- 6) aux endroits où le dépassement est prohibé, sauf s'il y a des espaces de stationnement aménagés;
- 7) en face d'une entrée privée;
- 9) dans un parc à moins d'une indication contraire;
- 10) dans un espace de verdure, en bordure d'une chaussée, sur les bandes médianes, plates-bandes ou sur tout espace qui sert de division à deux ou plusieurs voies de circulation;
- 11) à un endroit interdit par la signalisation;
- 12) à moins de cinq (5) mètres d'une borne-fontaine et d'un signal d'arrêt;
- 13) sur un trottoir;
- 14) sur un passage pour piétons;
- 15) à un endroit réservé aux femmes enceintes ou aux parents d'un jeune enfant, dûment identifié;
- 16) sur un espace réservé aux taxis;
- 17) sur une voie ferrée;
- 18) sur un pont;
- 19) sur un viaduc ou dans un tunnel;
- 20) de manière à cacher un signal de circulation;
- 21) dans une zone de terrains de jeux identifiée par affiche;
- 22) dans une zone d'arrêt d'autobus;
- 23) dans une zone de débarcadère.

Malgré les interdictions prévues au présent article et dans la mesure où cette manœuvre peut être effectuée sans danger, le conducteur d'un véhicule qui transporte une personne handicapée peut immobiliser son véhicule pour permettre à cette personne d'y monter ou d'en descendre.

Chacun des paragraphes 1 à 23 de l'alinéa 1 du présent article constitue une infraction différente.

**Article 45 Stationnement dans le but de vendre**

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public, sur un chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules ainsi que sur les terrains de centres commerciaux et autres terrains où le public est autorisé à circuler, dans le but de le vendre ou de l'échanger.

**Article 46 Stationnement de camions en zone résidentielle**

Il est interdit en tout temps de stationner sur un chemin public dans une zone résidentielle un camion, une remorque, une semi-remorque ou un essieu amovible, sauf pour effectuer une livraison ou un travail.

**Article 47 Stationnement de camions hors d'une zone résidentielle**

Il est interdit en tout temps de stationner sur un chemin public hors d'une zone résidentielle un camion, une remorque, une semi-remorque ou un essieu amovible pendant une période de plus de soixante (60) minutes, sauf pour effectuer une livraison ou un travail.

**Article 48 Abandon d'un véhicule**

Il est interdit d'abandonner un véhicule sur un chemin public.

**Article 49 Travaux de voirie, enlèvement et déblaiement de la neige**

Il est interdit de stationner un véhicule à l'un ou l'autre des endroits suivants :

- a) à un endroit où il pourrait gêner l'enlèvement ou le déblaiement de la neige ou les travaux de déglçage des chemins publics;
- b) à un endroit où il pourrait gêner l'exécution des travaux de voirie municipale alors que des enseignes ou des affiches à cet effet ont été posés.

**Article 50 Remorquage**

Tout responsable de l'application du présent règlement est autorisé à faire enlever ou déplacer tout véhicule stationné en contravention avec l'article 49 du présent règlement.

Les véhicules remorqués en application du présent article le sont aux frais du propriétaire ou du locataire à long terme, lequel ne peut reprendre possession de son véhicule qu'après avoir acquitté les frais de remorquage et de remisage.

**Article 51 Stationnement de nuit durant l'hiver**

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public durant la période hivernale, soit du 15 novembre au 31 mars, de 24h00 à 7h00.

**Article 52 Stationnement dans une aire de jeux ou une aire de service**

Il est interdit de stationner un véhicule dans une aire de jeux ou une aire de service.

**Article 53 Véhicule sans surveillance**

Nul ne peut laisser sans surveillance un véhicule dont il a la garde sans avoir préalablement enlevé la clef du contact et verrouillé les portières.

En outre des chemins publics, le présent article s'applique sur les chemins privés ouverts à la circulation publique des véhicules ainsi que sur les terrains des centres commerciaux et autres terrains où le public est autorisé à circuler.

**CHAPITRE IV - LA CIRCULATION**

**SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 54 Signalisation**

Toute personne doit se conformer à un signal de circulation installé par un officier municipal ou gouvernemental, sauf si une personne autorisée légalement à diriger la circulation en ordonne autrement.

**Article 55 Dommages aux signaux de circulation**

Il est interdit d'endommager, de déplacer ou de masquer volontairement un signal de circulation.

**Article 56 Participation à une parade**

Il est interdit d'organiser ou de participer à une parade, à une démonstration ou à une procession qui est susceptible de nuire, de gêner ou d'entraver la circulation sur un chemin public.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la parade, la démonstration ou la procession a été autorisée par le conseil municipal et qu'elle se déroule conformément aux conditions et restrictions de l'autorisation.

**Article 57 Participation à une course**

Il est interdit d'organiser ou de participer à une course de véhicules, à une course à pied ou à bicyclette sur tout chemin public.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la course a dûment été autorisée par le conseil municipal et qu'elle se déroule conformément aux conditions et restrictions de l'autorisation.

**Article 58 Nuisance**

Il est interdit au conducteur d'un véhicule de nuire à la circulation dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) à l'occasion d'une procession, d'une parade ou d'une démonstration autorisée par le conseil municipal;
- b) à l'occasion d'un cortège funèbre formé de véhicules identifiés à l'aide de bannières fluorescentes ou de tout autre signe distinctif.

**SECTION II – USAGE DES RUES**

**Article 59 Déchets sur la chaussée**

Il est interdit de circuler avec un véhicule qui laisse échapper sur un chemin public des débris, des déchets, de la boue, du fumier, de la terre, des pierres, du gravier ou des matériaux de même nature.

**Article 60 Endommager la chaussée**

Il est interdit d'endommager un chemin public de quelque manière que ce soit.

**Article 61 Nettoyage**

Le conducteur, le propriétaire ou le locataire à long terme d'un véhicule qui contrevient à l'article 59 du présent règlement doit immédiatement nettoyer ou faire nettoyer le chemin public concerné.

À défaut, tout responsable de l'application du présent règlement est autorisé à effectuer le nettoyage aux frais du conducteur, du propriétaire ou du locataire à long terme du véhicule visé.

**Article 62 Responsabilité de l'entrepreneur**

Aux fins de l'application des articles 59 à 61 du présent règlement, est également responsable un entrepreneur dont un employé, un préposé ou un sous-traitant contrevient aux articles 59 à 60 et peut se voir réclamer les frais prévus à l'article 61.

**Article 63 Déchets sur un chemin public ou dans un fossé**

Il est interdit de jeter, de déposer ou d'abandonner des papiers, des déchets, des objets ou des matières quelconques sur un chemin public ou dans un fossé.

**Article 64 Obstacle à la circulation**

Il est interdit d'entraver au moyen d'un obstacle la circulation sur un chemin public.

Il est également interdit d'entraver au moyen d'un obstacle l'entrée et la libre circulation dans un chemin servant de déviation à un chemin public, même sur une propriété privée.

**Article 65 Conduite sur un trottoir**

Il est interdit de conduire un véhicule sur un trottoir.

**Article 66 Conduite dans un parc**

Sauf pour les véhicules autorisés, il est interdit de circuler avec un véhicule dans un parc autrement que dans un passage prévu à cette fin.

**Article 67 Conduite dans une aire de jeux ou dans une aire de service**

Il est interdit de circuler avec un véhicule dans une aire de jeux ou une aire de service sans l'autorisation requise.

**Article 68 Véhicules hors route**

Sauf dans les endroits et au temps spécialement prévus à cette fin, l'usage d'un véhicule hors route est interdit dans un chemin public, sur un trottoir, dans un parc, sur un terrain appartenant à la municipalité ou sur un terrain privé sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du propriétaire de ce terrain.

**Article 69 Conduite d'un véhicule**

Constitue une nuisance et est prohibé, le fait pour une personne au volant d'un véhicule de commettre l'une ou l'autre des actions suivantes:

- a) de faire crisser inutilement ses pneus sur la chaussée;
- b) d'effectuer un démarrage ou une accélération injustifiée;
- c) d'appliquer de façon brutale et injustifiée les freins;
- d) de faire tourner le moteur du véhicule à une vitesse supérieure à celle prévue lorsque l'embrayage est au neutre.

Chacun des paragraphes a), b), c) et d) du présent article constitue une infraction différente.

**SECTION III – LES PIÉTONS**

**Article 70 Passage pour piétons**

Tout conducteur d'un véhicule ou d'une bicyclette est tenu de céder le passage à tout piéton qui s'engage ou est sur le point de s'engager sur une chaussée ou qui se trouve dans une zone de priorité pour piétons.

Les zones de priorité pour piétons sont indiquées au moyen d'un panneau de signalisation.

**Article 71 Sollicitation sur la chaussée**

Il est interdit à tout piéton de se tenir sur la chaussée pour solliciter son transport ou pour traiter avec l'occupant d'un véhicule.

**CHAPITRE V – LES COMMERCES**

**Article 72 Sollicitation ou colportage**

Il est interdit de solliciter ou faire du colportage sur l'ensemble du territoire de la municipalité.

**Article 73 Exceptions – Étudiants et organisme (OSBL)**

Nonobstant les termes de l'article 72 du présent règlement, les étudiants ou les membres d'organismes sans but lucratif (OSBL) du territoire de la municipalité sont autorisés à solliciter dans le but d'amasser des fonds dans la mesure où ils sont identifiés par l'organisme ou l'école au bénéfice de laquelle la sollicitation est effectuée.

Sur demande d'un responsable de l'application du présent règlement, une preuve de leur condition doit être fournie.



## CHAPITRE VI – DE L'ORDRE ET DE LA PAIX PUBLIQUE

### Article 74 **Consommation de boissons alcoolisées**

Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées ou d'avoir en sa possession des boissons alcoolisées dont l'ouverture du contenant n'est pas scellée dans toute place publique sauf si une résolution de la municipalité l'autorise ou si un permis d'alcool est valide pour cet endroit.

### Article 75 **Ivresse**

Il est interdit de se trouver en état d'ivresse dans l'un ou l'autre des endroits suivants :

- a) une place publique ou un endroit public de la municipalité;
- b) une place privée ou un endroit privé sans le consentement du propriétaire ou du responsable des lieux.

Est en état d'ivresse toute personne qui est sous l'influence de l'alcool ou d'une drogue quelconque incluant le cannabis.

### Article 76 **Réunion tumultueuse**

Il est interdit de troubler la paix ou l'ordre public lors d'une assemblée, d'un défilé ou d'un autre attroupement dans une place publique.

Pour les fins du présent article, les expressions « assemblée », « défilé » ou « autre attroupement » désignent tout groupe de plus de trois (3) personnes.

### Article 77 **Organisateur – nuisance**

Il est interdit d'organiser une activité (fête, party, ou autre) dans un lieu public ou privé entraînant la violation de toute disposition du présent chapitre.

### Article 78 **Uriner ou déféquer**

Il est interdit d'uriner ou de déféquer dans une place publique ou dans un endroit public ailleurs qu'aux endroits expressément aménagés à ces fins.

### Article 79 **Indécence**

Il est interdit d'être nu ou d'être vêtu de façon indécente dans une place publique ou dans un endroit public.

### Article 80 **Ouverture des parcs municipaux**

Il est interdit de se trouver dans un parc en dehors de la période prévue par la signalisation.

### Article 81 **Événement spécial**

Tout événement spécial organisé dans un parc ou une place publique doit être préalablement autorisé par le conseil municipal.

### Article 82 **Heures de baignade**

Il est interdit de se trouver sur le terrain d'une plage municipale ou d'une piscine municipale en tout temps lorsqu'il n'y a pas sur place un sauveteur en service officiellement attitré par la municipalité.

### Article 83 **Être avachi, étendu ou endormi dans une place publique ou un endroit public**

Il est interdit d'être avachi, d'être étendu ou de dormir dans une place publique ou dans un endroit public sans excuse raisonnable.

- Article 84 Être avachi, étendu ou endormi dans une place privée ou un endroit privé**  
Il est interdit d'être avachi, d'être étendu ou de dormir dans une place privée ou dans un endroit privé sans le consentement du propriétaire ou du responsable des lieux.
- Article 85 Errer dans une place publique ou dans un endroit public**  
Il est interdit d'errer dans une place publique ou dans un endroit public sans excuse raisonnable.
- Article 86 Errer dans une place privée ou dans un endroit privé**  
Il est interdit d'errer dans une place privée ou dans un endroit privé sans le consentement du propriétaire ou du responsable des lieux.
- Article 87 École**  
Il est interdit de se trouver sur le terrain d'une école sans motif raisonnable.
- Article 88 Refus de quitter un endroit public ou une place publique**  
Il est interdit à toute personne de refuser de quitter un endroit public ou une place publique lorsqu'elle en est sommée par une personne qui en assure la surveillance ou en a la responsabilité ou par un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.
- Article 89 Refus de quitter une place privée ou un endroit privé**  
Il est interdit à toute personne de refuser de quitter une place privée ou un endroit privé lorsqu'elle en est sommée par une personne qui y réside ou qui en assure la surveillance ou en a la responsabilité ou par un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.
- Article 90 Injures**  
Il est interdit de provoquer, d'insulter, d'injurier, de blasphémer ou de molester un agent de la paix, un officier municipal ou toute personne chargée de l'application de la réglementation municipale dans l'exercice de ses fonctions.
- Article 91 Entrave**  
Il est interdit d'entraver ou de nuire de quelque manière que ce soit à un agent de la paix, un officier municipal ou toute personne chargée de l'application de la réglementation municipale dans l'exercice de ses fonctions.
- Article 92 Frapper et sonner aux portes**  
Il est interdit de frapper ou de sonner à la porte, à la fenêtre ou à toute autre partie d'un endroit public ou privé sans excuse raisonnable.
- Article 93 Détériorer la propriété**  
Il est interdit de mutiler, endommager ou détériorer une enseigne ou la propriété d'autrui.
- Article 94 Graffiti**  
Il est interdit de dessiner, peindre ou marquer autrement les biens de la propriété publique.

**Article 95**      **Violence dans une place publique ou un endroit public**  
Commet une infraction, toute personne qui se bat, se tiraille ou utilise la violence de quelque manière que ce soit dans une place publique ou un endroit public.

**Article 96**      **Violence dans une place privée ou un endroit privé**  
Commet une infraction, toute personne qui se bat, se tiraille ou utilise la violence de quelque manière que ce soit dans une place privée ou un endroit privé.

**Article 97**      **Armes**  
Il est interdit de se trouver dans une place publique ou un endroit public, à pied ou dans un véhicule, en ayant sur soi un couteau, une épée, une machette, une arme à air comprimé, une imitation d'arme à feu, une arme à feu, ou un autre objet similaire, sans excuse raisonnable.  
  
Aux fins du présent article, l'auto-défense ne constitue pas une excuse raisonnable.

**Article 98**      **Arme à feu**  
Il est interdit de faire usage d'une arme à feu, une arme à air comprimé, un arc ou une arbalète à moins de cent cinquante (150) mètres de toute maison, bâtiment, édifice, parc ou sentier multifonctionnel (piste cyclable ou sentier récréatif).  
  
À proximité d'un périmètre urbain, cette distance devant être d'au moins cinq cents (500) mètres pour les armes à feu.

**Article 99**      **Disposition des déchets**  
Les papiers, les sacs, les paniers et les autres articles destinés à transporter de la nourriture ou des rafraîchissements doivent être déposés dans les réceptacles prévus à cette fin après usage.

**Article 100**     **Projectiles**  
Il est interdit de lancer des pierres, boules de neige, bouteilles ou tout objet ou matière pouvant constituer un projectile dans une place publique ou privé ou dans un endroit public ou privé.

**Article 101**     **Respect et civilité dans les places publiques et les bâtiments municipaux**  
Toute personne qui fréquente une place publique, un endroit public ou un bâtiment municipal doit adopter un comportement civilisé et utiliser un langage respectueux envers les autres usagers et les employés ou les représentants de la municipalité et éviter de nuire aux activités et au bon fonctionnement de ces lieux.  
  
Toute personne qui ne respecte pas le premier alinéa du présent article peut, en plus de se voir imposer une amende, être expulsée par le responsable des lieux.

## **CHAPITRE VII – SYSTÈMES D'ALARME**

**Article 102**     **Fausse alarme**  
Toute fausse alarme constitue une infraction imputable à l'utilisateur, quelle qu'en soit la durée.

**Article 103**     **Responsabilité de l'utilisateur**  
Lors de la survenance d'une fausse alarme, l'utilisateur ou l'un de ses représentants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les vingt (20) minutes suivant le déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés, pour en permettre l'inspection et la vérification

intérieure, pour interrompre l'alarme ou pour rétablir le système s'il y a lieu.

Tout défaut de respecter cet article constitue une infraction imputable à l'utilisateur, en sus de toute autre infraction au présent règlement.

## **CHAPITRE VIII – LES ANIMAUX**

### **SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA GARDE DES ANIMAUX**

#### **SOUS-SECTION I – ANIMAUX AUTORISÉS**

##### **Article 104 Animaux autorisés et interdits**

Il est interdit de garder partout dans les limites de la municipalité un animal autre que les animaux suivants :

- a) les petits animaux de compagnie tels les chiens et les chats;
- b) les petits mammifères tels les cochons d'Inde, hamsters, lapins, souris, rats, gerbilles et furets;
- c) les poissons d'aquariums;
- d) les oiseaux de cage tels les perruches, inséparables, serins, canaris, pinsons, tourterelles et colombes.

Nonobstant les termes de l'alinéa 1 du présent article, il est permis de garder dans les zones rurales où le règlement d'urbanisme le permet, des animaux agricoles tels les bovins, équidés, volailles, lapins, porcs et autres animaux habituellement gardés sur des fermes d'élevage.

Nonobstant les alinéas 1 et 2 du présent article, il est interdit de garder, partout dans les limites de la municipalité, des animaux exotiques ou sauvages tels que précisés par le Règlement sur les animaux en captivité.

Cet article ne s'applique pas au détenteur d'un permis de Zoo.

#### **SOUS-SECTION II – NORMES ET CONDITIONS MINIMALES DE GARDE**

##### **Article 105 Nombre**

Il est interdit de garder dans une résidence, un logement ou sur le terrain où est situé cette résidence ou ce logement ou dans les dépendances de ceux-ci, un nombre total combiné de chiens ou de chats supérieur à quatre (4), sauf sur un immeuble à usage agricole où le nombre de chats n'est pas limité.

##### **Article 106 Exception**

Nonobstant les termes de l'article 105 du présent règlement, le gardien d'une chatte ou d'une chienne qui met bas bénéficie d'un délai de cent vingt (120) jours suivant la mise bas afin de disposer des chatons ou des chiots pour se conformer au présent règlement.

##### **Article 107 Abandon d'animal**

Il est interdit d'abandonner un animal dans le but de s'en défaire.

Toute personne désirant se défaire d'un animal doit soit le faire euthanasier chez un vétérinaire, soit le placer dans une nouvelle famille ou, dans le cas d'un petit animal de compagnie, l'apporter au responsable de l'application du présent règlement.

La personne responsable de l'application du présent règlement qui se voit apporter un petit animal de compagnie pourra en disposer par la suite à sa convenance soit par adoption, soit par euthanasie. Les frais, s'il y a lieu, sont à la charge du gardien de l'animal.

##### **Article 108 Animal abandonné**

Suite à une plainte à l'effet qu'un animal a été abandonné par son gardien,

le responsable de l'application du présent règlement peut procéder à une enquête et, s'il y a lieu, disposer de l'animal par adoption ou par euthanasie.

Le gardien, s'il est retracé est responsable des frais encourus et est sujet à des poursuites en vertu du présent chapitre.

**Article 109 Animal mort**

Le gardien d'un animal mort doit, dans les vingt-quatre (24) heures de son décès, en disposer à ses frais selon l'une ou l'autre des options suivantes :

- a) le remettre à un vétérinaire;
- b) en disposer à tout endroit légalement autorisé à recevoir les animaux morts;
- c) le remettre à la SPA.

**SOUS-SECTION III – NUISANCES**

**Article 110 Combat d'animaux**

Il est interdit d'organiser, de participer, d'encourager ou d'assister au déroulement d'un combat d'animaux.

**Article 111 Cruauté**

Il est interdit de faire des cruautés à un animal, de le maltraiter, le molester, le harceler ou le provoquer.

**Article 112 Excréments**

Le gardien d'un animal doit immédiatement nettoyer, par tous les moyens appropriés, toute place publique, endroit public, parc ou toute propriété privée salie par les excréments laissés par un animal dont il est le gardien et en disposer d'une manière hygiénique.

Le gardien d'un animal doit toujours avoir en sa possession le matériel nécessaire afin de procéder au nettoyage et au retrait des excréments de son animal.

Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'un chien guide.

**Article 113 Animal errant**

Toute personne qui trouve un animal errant doit le signaler immédiatement à un responsable de l'application du présent règlement et, sur demande, le lui remettre sans délai.

**Article 114 Poison**

Il est interdit d'utiliser ou de permettre que soit utilisé du poison pour la capture ou pour causer la mort de tout animal.

**Article 115 Cheval**

Sauf aux endroits spécialement pourvus à cette fin ou lorsque la municipalité en a donné l'autorisation, il est interdit de conduire un cheval dans un parc.

Est également interdit à tout gardien le fait de laisser sur un chemin public ou une place publique un cheval, attelé ou non, sauf s'il est sous la garde d'une personne responsable ou s'il est entravé, attaché ou retenu.

**Article 116 Événement**

Il est interdit à tout gardien d'amener un animal dans une place publique lors d'une fête, un événement ou un rassemblement populaire

Le présent article ne s'applique pas à un chien guide ou à l'occasion d'un événement spécifiquement relié aux animaux tels un spectacle équestre, une exposition canine ou féline ou un autre événement du genre.

**Article 117 Baignade**

Il est interdit à tout gardien de baigner ou tolérer que se baigne un animal dans les piscines, les fontaines, les bassins, les étangs et les plages publiques.

Le présent article ne s'applique pas lorsqu'un panneau de signalisation permet spécifiquement la baignade d'un animal à l'endroit visé.

**Article 118 Animal en liberté**

Il est interdit à tout gardien de laisser un animal en liberté hors des limites du bâtiment, logement ou terrain occupé par ce gardien. Hors de ces limites, le gardien de l'animal doit le tenir captif ou en laisse.

Cet article ne s'applique pas aux chats.

**Article 119 Places publiques et parcs - tenue en laisse**

Aucun animal ne peut se trouver dans une place publique ou dans un parc à moins qu'il ne soit tenu en laisse par son gardien.

Nonobstant l'alinéa 1 du présent article, un animal ne peut en aucun moment être laissé seul dans une place publique ou dans un parc, qu'il soit attaché ou non.

Le gardien d'un animal qui contrevient au présent article commet une infraction.

**Article 120 Chien d'attaque**

Il est interdit de garder un chien d'attaque sur le territoire de la municipalité.

**SOUS-SECTION IV – POUVOIRS**

**Article 121 Plainte**

Dans le cas où une plainte est portée en vertu de la présente section, le responsable de l'application du présent règlement peut procéder à une enquête et, si la plainte s'avère véridique et justifiée, le responsable de l'application du présent règlement donne avis au gardien de voir à apporter les correctifs dans les cinq (5) jours à défaut de quoi le gardien est dans l'obligation de se départir du ou des animaux en cause.

Si une seconde plainte est portée contre ce même gardien et qu'elle s'avère véridique et justifiée, le responsable de l'application du présent règlement peut ordonner au gardien de se départir de son ou de ses animaux dans les sept (7) jours suivants, le tout sans préjudice aux droits de la municipalité de poursuivre pour une infraction au présent règlement.

**Article 122 Pouvoir général d'intervention**

Le responsable de l'application du présent règlement peut, en tout temps et pour des motifs raisonnables, ordonner pour un animal la détention ou l'isolement pour une période déterminée, l'imposition de normes de garde ou l'euthanasie.

Commets une infraction, le gardien d'un animal qui ne se conforme pas à cette ordonnance.

**Article 123 Euthanasie immédiate**

Un animal qui constitue une nuisance peut être euthanasié immédiatement lorsque sa capture constitue un danger pour la sécurité des personnes.

## SECTION II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHIENS

### SOUS-SECTION I – NORMES SUPPLÉMENTAIRES

#### Article 124 Nuisance

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des nuisances et sont interdits :

- 1) le fait, pour un chien, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix, la tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes;
- 2) le fait, pour un chien, de déplacer ou de fouiller dans les ordures ménagères;
- 3) le fait, pour un gardien, de se trouver dans les places publiques avec un chien sans être capable de le maîtriser en tout temps;
- 4) le fait, pour un chien, de se trouver sur un terrain privé sans le consentement express du propriétaire, gardien ou de l'occupant de ce terrain. Cette disposition ne s'applique pas à un chien guide;
- 5) le fait, pour un chien, de causer des dommages à une pelouse, terrasse, jardin, fleurs ou jardin de fleurs, arbuste ou autres plantes;
- 6) le fait, pour un chien, de mordre un animal ou une personne qui se comporte pacifiquement;
- 7) le fait, pour un chien, de tenter de mordre une personne qui se comporte pacifiquement;
- 8) le fait, pour un chien de se trouver sur une place publique où une enseigne indique que la présence du chien est interdite. Cette disposition ne s'applique pas au chien guide;
- 9) le fait de négliger de nettoyer de façon régulière les excréments sur sa propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquate;
- 10) le fait, pour un gardien, de laisser son chien seul sans la présence d'un gardien ou de soins appropriés pour une période de plus de vingt-quatre (24) heures;
- 11) le refus d'un gardien de laisser le responsable de l'application du présent règlement inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent règlement;
- 12) le fait, pour un gardien, de se trouver dans une aire de jeux avec son chien;

Commet une infraction le gardien ou toute personne qui garde, est propriétaire ou est en possession d'un chien constituant une nuisance au sens du présent article.

Chacun des paragraphes 1 à 12 de l'alinéa 1 du présent article constitue une infraction différente.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à un chien guide.

#### Article 125 Chien dangereux

Constitue une nuisance et est interdit sur l'ensemble du territoire tout chien dangereux.

Est réputé dangereux tout chien qui selon l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) est déclaré dangereux par un service de protection des animaux ou un service vétérinaire suite à une analyse du caractère et de l'état général de l'animal;
- b) sans malice ni provocation a mordu ou a attaqué une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi ou un autre animal dont le gardien respecte le présent règlement, lui causant une blessure ayant nécessité une intervention médicale, telle qu'une plaie profonde ou multiple, une fracture, une lésion interne ou autre;
- c) sans malice et sans provocation, se trouvant à l'extérieur du terrain où

est situé le bâtiment occupé par son gardien ou à l'extérieur du véhicule de son gardien, mord ou attaque une personne ou un autre animal ou, manifeste autrement de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi.

Commet une infraction le gardien ou toute personne qui garde, est propriétaire ou est en possession d'un chien constituant une nuisance au sens du présent article.

#### **Article 126 Intervention**

Tout responsable de l'application du présent règlement peut capturer, euthanasier ou faire euthanasier sur-le-champ un chien constituant une nuisance au sens des articles 124 et 125 du présent règlement.

### **SOUS-SECTION II – POUVOIRS**

#### **Article 127 Pouvoirs**

Le responsable de l'application du présent règlement peut dans le cadre de l'application des dispositions de la présente section, en tout temps pour des motifs raisonnables, ordonner la détention ou l'isolement pour une période déterminée d'un animal, l'obligation de lui faire subir des tests de comportement, l'imposition de normes de garde dont la stérilisation ou le port obligatoire de la muselière dans les endroits publics, l'obligation de suivre des cours d'obéissance, l'implantation de micropuce, l'euthanasie ou toute autre norme qu'il juge nécessaire.

Commet une infraction, le gardien d'un animal qui ne se conforme pas à cette ordonnance.

### **SECTION III – DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 128 Pouvoir d'inspection**

Commet une infraction, le gardien qui refuse au responsable de l'application du présent règlement d'inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent chapitre.

#### **Article 129 Responsabilité – euthanasie**

Tout responsable de l'application du présent règlement qui conformément au présent règlement euthanasie un animal ne peut être tenue responsable du fait d'un tel acte.

#### **Article 130 Responsabilité – dommages ou blessures**

Ni la municipalité et ni le responsable de l'application du présent règlement ne pourra être tenu responsable des dommages ou blessures causés à un animal à la suite de sa capture et de sa mise en fourrière.

#### **Article 131 Responsabilité du gardien**

Tout animal qui est la cause d'une infraction à l'encontre du présent chapitre peut être enfermé à la fourrière ou à tout endroit désigné par le responsable de l'application du présent règlement, et son gardien doit en être avisé aussitôt que possible.

Le gardien doit réclamer l'animal au plus tard dans les cinq (5) jours après avoir été avisé. Tous les frais de transport et de pension sont à la charge du gardien, faute de quoi, le responsable de l'application du présent règlement peut disposer de l'animal par adoption ou en le soumettant à l'euthanasie.

Le gardien d'un animal mis en fourrière doit payer les frais de transport, de pension, d'euthanasie et autres frais encourus même s'il ne réclame pas son animal.



## CHAPITRE IX - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 132 Responsable de l'application du règlement

L'expression « responsable de l'application du présent règlement » désigne l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) tout officier municipal nommé par résolution du conseil à cet effet;
- b) toute personne ou organisme nommé par résolution du conseil à cet effet;
- c) les agents de la paix de la Sûreté du Québec.

### Article 133 Heures de visites du responsable

Le responsable de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, entre 7h00 et 19h00, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

## CHAPITRE X – SANCTIONS

### Article 134 Commission d'une infraction

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction.

Toute personne qui conseille, encourage ou incite une autre personne à faire une chose qui constitue une infraction ou qui commet ou omet de faire une chose qui a pour effet d'aider une autre personne à commettre une infraction, commet elle-même l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait été ou pas poursuivi ou déclaré coupable.

### Article 135 Pénalités – 1<sup>ère</sup> partie

Quiconque contrevient aux articles 11 à 35, 40 à 41 et 54 à 103 à l'exception des articles 13, 15, 16, 25, 28, 60 à 62, 69, 73 et 77 du présent règlement, est passible en plus des frais à une amende minimale de 100,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 200,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 200,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 400,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 2 000,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

### Article 136 Pénalités – 2<sup>e</sup> partie

Quiconque contrevient aux articles 60 à 62, 69, 73, 104 à 128 à l'exception des articles 106, 121, 123, 124(6), 124(7), 125 et 126 est passible en plus des frais à une amende minimale de 200,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 400,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 400,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 800,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 2 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 4 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 4 000,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 8 000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

**Article 137 Pénalités – 3<sup>e</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 13, 15, 16, 77, 124(6), 124(7) et 125 est passible en plus des frais à une amende minimale de 500,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 1 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 1000,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 2000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 5 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 10 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 10 000,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 20 000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

**Article 138 Pénalités – 4<sup>e</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 8 à 10 et 36 à 39 commet une infraction et est passible en plus des frais à une amende minimale de 250,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 500,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale.

La personne qui commet une récidive est passible en plus des frais à une amende minimale de 500,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 1 000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 2 500,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 5 000,00 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. Dans le cas d'une récidive, l'amende maximale est de 5 000,00 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 10 000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale.

**Article 139 Pénalités – 5<sup>e</sup> partie**

Quiconque contrevient aux articles 42 à 53 à l'exception de l'article 50 est passible en plus des frais à une amende de 50,00 \$.

**Article 140 Infraction continue**

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

**CHAPITRE XI – ABROGATION**

**Article 141 Abrogation**

Le présent règlement abroge toute disposition antérieure ayant le même objet contenue dans tout règlement municipal, incompatible ou contraire au présent règlement et plus particulièrement les dispositions contenues dans le règlement numéro 2019-125 de la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton.

## **CHAPITRE XII – ENTRÉE EN VIGUEUR**

### **Article 142 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ

## **9. ADOPTION, RATIFICATION ET PAIEMENT DES COMPTES**

**2019-05-30**

Il est proposé par *Pierre Blouin*

ET RÉSOLU d'approuver la liste des comptes à payer totalisant 42 295,65 \$ en référence aux chèques nos 201900202 à 201900341 et d'autoriser la secrétaire-trésorière à effectuer le paiement de ces comptes à qui de droit. Les dépenses autorisées en vertu du règlement 2016-103 totalisent 18 874,76 \$.<sup>xiii</sup> Les salaires versés et les retenues à la source pour le mois précédent totalisent un montant de 45 243,59 \$.

ADOPTÉE

## **10. CORRESPONDANCE**

**2019-05-31**

Il est proposé par *Perry Bell*

ET RÉSOLU de classer la correspondance selon le calendrier de conservation des archives.

ADOPTÉE

## **11. DIVERS**

### **11.1 Maire suppléant**

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

### **11.2 Tournoi de golf de la chambre de commerce**

Ni le maire ni aucun conseiller n'est disponible pour participer à cet événement.

### **11.3 APSAM**

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

### **11.4 Portes ouvertes Conseil de l'environnement**

Ce sujet sera traité à l'ajournement de cette séance.

## **12. PÉRIODE DE QUESTIONS SUR LES SUJETS TRAITÉS**

Un citoyen s'informe à propos des travaux de fauchage des bords de chemins.

2019-05-32

**13. AJOURNEMENT DE LA SÉANCE**

Il est proposé par **Perry Bell**

à 21h29, d'ajourner la présente séance à lundi le 13 mai 2019, 20 heures. Les membres du conseil qui étaient présents sont : Yann Vallières, Marc Bégin, Audrey Turgeon, Perry Bell, et Pierre Blouin. Un avis de convocation sera envoyé aux conseillers Yves Bond et Lee Brazel.

***Je, Yann Vallières, maire atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.***

---

**Yann Vallières, maire**

---

**Bibiane Leclerc, secrétaire-trésorière adjointe**

---

i	Rés. Envoyée à Louise Lemelin 2019-05-15
ii	Remis au conseil du 3 juin 2019
iii	Rés. Envoyée à Isabelle Bibeau 2019-05-15
iv	Rés. Envoyée à Annie Lacroix 2019-05-27
v	C'est Gaétan Perron qui est allé
vi	Formulaire Envoyé à Isabelle Surprenant 2019-05-27
vii	Mise en ligne 2019-05-28
viii	Tec-Nic Réseau conseil 2019-05-14
ix	Rés. Envoyée à Benoit Roy 2019-05-16
x	Alain a été inscrit mais
xi	Appel d'offres mis sur SEAO 2019-05-09
xii	Rés. Envoyée à M. Goyer-Desrosiers 2019-05-13
xiii	Chèques postés le 2019-05-09